

AFRIATECH
 Archivage Numérique-GED - Contrôle d'accès & Biométrie - Outsourcing
 Web : www.afriatech.com E-mail : info@afriatech.com Tél. : +228 261-60-71 - Fax : +228 261-60-70
 Objectif 2015 : **zéro papier !**

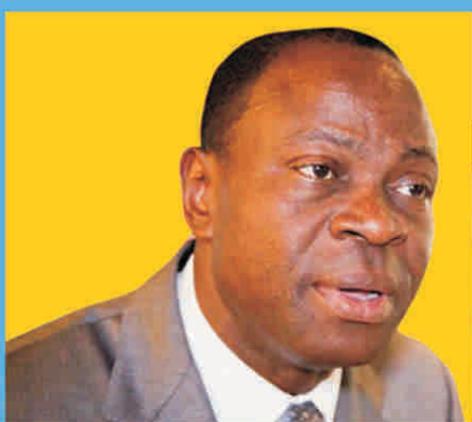
Naissance d'un rival de taille pour le CST
LE CAR OUVRE LES HOSTILITES
POUR LE CONTROLE DE
L'OPPOSITION TOGOLAISE

P 3



TR TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille



Départ
de certains
ponds lourds du
gouvernement

UNIR POSITIONNE DEJA SES CANDIDATS
AUX PROCHAINES LEGISLATIVES

P 2



Présentation du programme
d'action du gouvernement
L'EQUIPE AHOOMEY-ZUNU
A RECU HIER L'ONCTION
DES DEPUTES

P 2

■ **Sortie de promotion à l'ENAM**
DU PERSONNEL EN RENFORT
POUR LES HOPITAUX DU TOGO

P 4

■ **Ouverture de la « petite saison » scolaire**
PROJECTEUR SUR LES COURS DE
VACANCE

P 3

■ **Le Civisme Aujourd'hui**
L'IMPORTANCE DU PASSEPORT

P 5

JO 2012
BENJAMIN
BOUKPÉTI RATE
DE JUSTESSE
UNE MÉDAILLE
OLYMPIQUE

P 6



TR 075 du 03 Août 2012



Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

Départ de certains poids lourds du gouvernement UNIR POSITIONNE DEJA SES CANDIDATS AUX PROCHAINES LEGISLATIVES



Depuis le mardi 31 Juillet 2012, le cinquième Premier Ministre sous le Président Faure GNASSINGBE a rendu public son gouvernement. Au total 10 départs, y compris le Premier ministre sortant, dix nouvelles entrées dont une, celle de Gilbert BAWARA qui n'est pas à sa première expérience gouvernementale. Onze autres ministres ont joué au jeu de chaises à travers des permutations parfois surprenantes. Outre les sept députés de l'Union des Forces du Changement reconduits d'office, ce que certains appellent surprise viendrait du départ de l'homme de confiance et des grands dossiers Pascal BODJONA, de la doyenne IBRAHIMA Méminetou, du parrain des agriculteurs Kossi EWOVOR, du rigoureux ANDJO Tchamdja qui n'a pas démerité sur les chantiers des routes togolaises. Plus haut, on reviendra sur ce que d'autres indique comme un fracassant départ, celui de Gilbert FOSSOUN HOUNGBO dont le passage à la primature togolaise reste un succès indéniable.

Au-delà de ces appréciations diverses qui se concentrent beaucoup plus sur l'exécutif comme racine du pouvoir dans un Etat, notre rédaction est allée plus loin, dans l'entourage de certains des ministres entrants et de ceux qui n'ont pas été reconduits pour mieux comprendre la nouvelle ossature du gouvernement togolais. Avant ce remaniement ministériel, certains ministres et pas des moindres, dont on n'aurait pas douté de la sortie, ont multiplié des va-et-vient dans leurs régions d'origine et entrepris des actions de rapprochement de sensibilisation dans ce qu'on appellera probablement leurs fiefs dans les prochaines mois à l'ouverture de la campagne pour les législatives prévues pour cette fin d'années 2012. C'est donc dire que, plusieurs ministres sortant savaient qu'ils quitteraient cette équipe gouvernementale chargée de préparation des prochaines législatives. Si on ne peut dire avec exactitude si ces choix qui se précisent par rapport aux reconversions en tant que députés viennent de la haute hiérarchie du parti UNIR ou s'ils relèvent tout simplement de choix personnels, on peut affirmer sans se tromper que les candidats du parti UNIR peaufinent déjà leurs armes et multiplient des opérations de charmes. Il se dit que dans certaines zones sensibles, des ministres de carrure comme le chef du gouvernement sortant Gilbert FOSSOUN HOUNGBO, le ministre EWOVOR, les ministres Pascal BODJONA et IBRAHIMA Méminetou seront d'office présentés comme tête de liste pour garantir au parti UNIR les sièges à pourvoir. Face à ses ministres sortant leur opposition n'ont aucune chance, précise-t-on dans les milieux concernés. Partis du gouvernement, ces poids lourds pèseront lors des prochaines législatives. Le moins qu'on puisse dire c'est que UNIR est doré et déjà en ordre de bataille pour la conquête de l'électorat. Les prochains mois nous réconforteront dans nos analyses.

Germain POULI

Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site : www.togoreveil.info

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Didier ASSOGBA

Patrick NIMA

Pégy

Paul KATASSOLI

SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ

Aïssata TOURE

SECRETARIAT

Carole AGHEY

Rose NYUIADZI

INFOGRAPHIE

AHIALE Raphaël

CARICATURE

DODZI

DISTRIBUTION ET

ABONNEMENT

Tel: 22 36 18 56

ADRESSE

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail : togoreveil@togoreveil.info

TIRAGE

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

Service Compris

Présentation du programme d'action du gouvernement L'EQUIPE AHOOMEY ZUNU A RECU HIER L'ONCTION DES DEPUTES



Hier jeudi 2 Octobre 2012, l'assemblée nationale togolaise réunie en sa deuxième session extraordinaire de l'année, a consacré essentiellement ses travaux aux échanges et au vote autour de la présentation de la déclaration de la politique générale. C'était face aux députés du Groupe de la Majorité Parlementaire et des groupes parlementaires UFC, CAR et en présence de nombreux invités du corps diplomatique, des organisations internationales, des autres institutions de la Républiques et des autorités politiques, traditionnelles et religieuses que le nouveau Premier Ministre entouré de la quasi-totalité de son équipe, a présenté les grandes lignes de son action qui se veut fortement liée à la feuille de route en quatre points qui lui a été clairement indiquée par le Chef de l'Etat lors de sa nomination le 19 Juillet 2012. Le Président de l'Assemblée nationale, Abass BONFOH a rappelé dans son mot introductif que ce cérémonial est une exigence de l'Article 78 de la Constitution togolaise qui fait obligation au Chef du Gouvernement de présenter son programme d'action gouvernementale afin de recevoir l'onction de la représentation nationale par un vote à la majorité absolue.

Outre le CAR qui a refusé son appui à ce programme reposant sur les quatre piliers indiqués par le Président de la République à l'équipe gouvernementale, le Groupe de la Majorité Parlementaire et le groupe parlementaire UFC ont accordé leur vote de confiance à la nouvelle équipe du Premier

Ministre Arthème AHHOMEY ZUNU dont la plupart des collaborateurs se sont doré et déjà acquittés des cérémonies de passation de service.

Pour l'essentiel, l'action gouvernementale sous le nouveau Premier Ministre, dans sa fidélité à la feuille de route présidentielle, s'attèlera à l'accélération de la mise en œuvre des recommandations des recommandation de la CNDH et de la CVJR, la relance du dialogue pour la consolidation d'un climat d'apaisement, aux réformes constitutionnelles et institutionnelles. Sur le deuxième pilier relatif au respect des règles de la bonne gouvernance, le Premier Ministre AHOOMEY ZUNU s'est engagé à faire de la lutte contre la corruption son cheval de bataille et à améliorer le climat des affaires par la mise en place d'un cadre qui stimule l'esprit d'entreprise et attire les investissements étrangers. En accord avec le point trois de la feuille de route, le nouveau gouvernement a promis assurer la protection accrue des citoyens contre l'insécurité et la promotion de la paix dans la sous région en Afrique et dans le monde. La lutte contre la criminalité transfrontalière et contre la piraterie maritime ainsi que la poursuite des missions de maintien de la paix par le contingent togolais à travers le monde sont à renforcer. Enfin sur le quatre pilier dont reposera son action, le gouvernement par la voix de son Chef, a indiqué que le développement d'une économie de proximité se fondera sur une stratégie globale qui va allier accélération de la croissance économique et inclusion. Un

accent particulier sera mis sur le développement à la base, l'emploi des jeunes et le développement des secteurs sociaux. L'agriculture et les autres secteurs de croissance seront fortement soutenus, a précisé le nouveau Premier Ministre dans la présentation finale de sa politique générale.

Les échanges avant le vote de confiance ont portés essentiellement sur les préoccupations de représentants de la nation relatives notamment à la non attribution du portefeuille de l'énergie et des mines rattaché à la primature, au délai d'exécution de ce programme, aux problèmes liés aux pénurie de ciments, à la date des prochaines législatives et aux atouts dont dispose le nouveau chef du gouvernement pour le succès de sa mission.

En fin de cérémonie de cette deuxième session de l'année 2012 essentiellement consacrée au passage du nouveau Premier Ministre à l'assemblée nationale, le Président de cette institution, séduit par la brillance de ce passage, a déclaré : « Monsieur le Premier Ministre, je voudrais au nom de l'assemblée nationale et à mon nom personnel, vous réitérer mes félicitations pour avoir mérité la confiance du Chef de l'Etat et pour avoir réussi à séduire les députés par votre déclaration de politique générale qui a obtenu leur approbation. Je vous souhaite plein succès dans votre mission.»

L'onction est accordée, place désormais à l'actualisation et la traduction dans les faits des grandes lignes annoncées.

Germain POULI

Naissance d'un rival de taille pour le CST LE CAR OUVRE LES HOSTILITES POUR LE CONTROLE DE L'OPPOSITION TOGOLAISE



Cette énième crise en passe de secouer l'opposition togolaise dont on a du mal à circonscrire les contours s'est ouverte la semaine dernière avec l'interview du Président d'honneur du Comité d'Action pour le Renouveau, Me Yawovi Madzi Agboyibo à la radio légende Fm. Avec le calme qu'on lui connaît, la verve et la détermination dans son ton d'avocat, Me Agboyibo a tenu à recadrer les choses : l'amalgame auquel on assiste au CST est malsain. Les partis d'opposition ont un rôle de conquête du pouvoir qui diffère de celui des organisations de la société civile dont la principale préoccupation doit être la dénonciation de ce qui ne va pas pour assurer le bonheur des populations. Il a par ailleurs reconnu la noblesse du combat que mène le CST mais a tenu à souligner que « la pression sans le dialogue est stérile ». S'inscrivant dans cette lignée, Jean Kissi, le SG du CAR vient de lancer un appel pressant pour la formation d'un nouveau front de l'opposition pour

les législatives prochaines. Ce front qui pourrait se formaliser aujourd'hui même, sera composé des partis comme le CAR, la CPP, l'UDS, le PDP, le MCD, la CDPA et le NET ; si l'on en croit les initiateurs. Voilà qui donne de la concurrence que certains jugent déjà déloyale au Collectif Sauvons le Togo. On se souvient aussi de la sortie médiatique de Me Jil-Benoit Afangbedji, le porte parole du CST qui tenait à souligner l'indignation du Collectif face aux propos du président d'honneur du CAR. Même si les deux camps tentent de relativiser la gravité de la crise qui secoue actuellement l'opposition togolaise, on voit derrière cet appel du CAR, une tentative de redorer son blason et de ravir la vedette à l'Alliance Nationale pour le Changement. A l'heure où, au sein de l'opposition dite radicale, on fustige le comportement de l'Union des Forces du Changement qui après des dizaines d'années dans l'opposition a choisi de partager le pouvoir avec le régime en place, le CAR et l'ANC se livrent

une guerre froide pour être bien présents au moment de la redistribution des cartes.

Dans cette lutte qui, même si elle n'est pas encore ouverte est à l'étape d'une guerre des tranchées, le CAR a des atouts non négligeables. Le front auquel il aspire est exclusivement formé des partis d'opposition qui sont dans leur rôle de conquête du pouvoir par les urnes. En plus, ce regroupement a des objectifs clairs : obtenir la majorité qualifiée aux prochaines législatives. Même si l'on doute de la capacité du CAR et des partis qui adhéreront à ce front à obtenir un tel score du fait de la réécriture du schéma politique togolais avec la création de l'UNIR et l'acte de courage de l'UFC, il faut être honnête pour reconnaître dans cette démarche une preuve de la culture démocratique que le président d'honneur a su transmettre à sa jeune garde. Quant au CST, sa composition est pour lui un handicap sérieux et ses objectifs le paralysent dans cette course que vient de lancer le CAR. Face à un front décidé à livrer une bataille sur un axe bien déterminé, se trouvent des organisations de défenses des droits de l'homme, des associations de journalistes et des partis politiques qui s'embrouillent au fil des jours dans des déclarations qui desservent leurs intérêts.

Pablo ZOUBE

Lever de voile sur l'hypocrisie des politiciens togolais PASCAL BODJONA OU LE DEPART QUI FAIT MAL

La publication de la liste des nouveaux ministres du gouvernement Ahoomey-Zunu tant attendue est désormais chose effective. Depuis mardi les togolais connaissent les noms de ceux qui vont conduire les principaux secteurs du pays jusqu'aux prochaines élections législatives. A l'annonce de cette liste, beaucoup s'étonnent du départ du gouvernement du Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales, M. Pascal Akossolèlo Bodjona, remplacé à ce poste par M. Gilbert Bawara. Parmi ceux-ci, des confrères journalistes, des hommes politiques et même le coordonnateur du CST, Me Ajavon Zeus. Pourtant, ces mêmes responsables politiques, dans un passé très récent n'étaient pas tendre envers la personne de l'ancien ministre. Ils le traitaient de tous les noms d'oiseau, l'accusaient d'être une des ailles dures du régime qui s'opposait à toutes les propositions de réforme au sein du CPDC rénové. Aujourd'hui, il est devenu à leurs yeux le meilleur interlocuteur crédible qui existait à l'époque. Ce qui témoigne donc de l'hypocrisie des acteurs politiques togolais qui n'ont pas le courage de reconnaître les actes audacieux qui sont posés par les membres du gouvernement.

Aujourd'hui, l'unanimité se dégage autour de la personne de Pascal Bodjona. On se rappelle que c'est sous son impulsion, avec la collaboration des acteurs de la société civile à l'instar de Yaovi Jean Degli que le Togo a connu la fameuse loi sur les manifestations publiques. Loi qui est devenue un sucre d'orge dans la

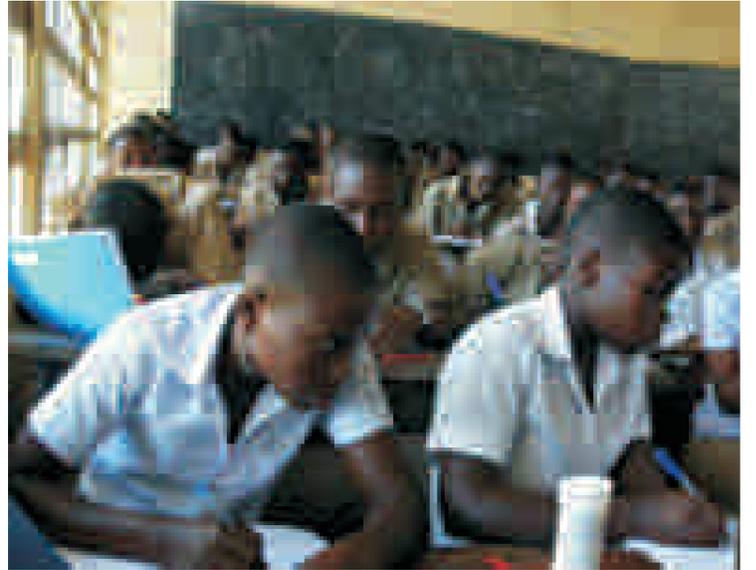


bouche des marcheurs et manifestants invétérés.

Il faut rappeler que M. Pascal Akossolèlo Bodjona fut tour à tour ambassadeur du Togo aux Etats Unis, Directeur de Campagne de Faure Gnassingbé en 2005, Directeur de Cabinet à la Présidence de la République avant de marquer de son empreinte le fameux Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales. Aujourd'hui où l'homme est libre de toute fonction officielle, il est possible de la voir dans les jours et mois à venir dans un rôle très actif comme interlocuteur des partis d'opposition au sein de la nouvelle formation politique du Chef de l'Etat.

Paul K.

Ouverture de la « petite saison » scolaire PROJECTEUR SUR LES COURS DE VACANCE



Partis en vacance en juillet passé, certains élèves ont encore retrouvé leur salle de classe en début de cette semaine et d'autres pensent leur emboiter le pas la semaine prochaine. Il ne s'agit pas d'une nouvelle rentrée des classes mais plutôt du début des cours de vacances qui vont normalement se terminer à la fin du mois d'août. Selon les organisateurs, les cours de vacances permettent aux élèves de se rappeler des notions des cours qu'ils ont reçus durant l'année écoulée et acquérir au même moment quelques notions sur les cours qu'ils auront à suivre dans les classes supérieures. Il faut cependant souligner que l'organisation de ces cours a d'autres raisons que les promoteurs et les parents d'élèves ne dévoilent pas.

Une béquille financière pour les enseignants

Dans bon nombres d'écoles privées, les enseignants ne sont payés que pendant les mois que durent l'année scolaire. Sur 12 mois ils sont rémunérés pendant 9 mois et laissés à eux-mêmes les trois autres mois restants. Leurs salaires dérisoires ne leur permettant pas de couvrir cette période de vaches maigres, ils s'adonnent alors au cours de vacances. A entendre certains enseignants, l'argent qu'ils gagnent dans cette affaire et en un mois dépasse largement ce qu'ils perçoivent mensuellement au cours de l'année scolaire. Contrairement aux enseignants des écoles publiques des zones rurales qui ont la possibilité de s'investir dans les travaux champêtres pendant cette même période afin de trouver de quoi se nourrir, leurs collègues citadins ne peuvent profiter que de ce job de vacance.

Un moyen pour les écoles privées d'augmenter leur effectif

A part les pourcentages de réussite aux différents examens qu'ils brandissent en termes de publicité, les promoteurs des écoles privées passent par des cours de vacances pour donner plus de visibilité à leur école. Ils traitent avec largesse les élèves inscrits pour les cours de vacances et donnent l'impression aux enfants que c'est le même traitement qui leur est réservé s'ils deviennent leurs élèves. Alors ce sont les enfants même qui vont exiger que leurs parents les inscrivent dans ces écoles. La gratuité de l'école au préscolaire et au primaire, ayant entraîné des effectifs énormes dans les écoles publiques, les parents à la recherche d'une bonne éducation pour leur progéniture s'efforcent alors pour se plier au choix de leurs enfants. Selon un responsable d'école, c'est aussi une occasion qu'ils exploitent pour tester la compétence des nouveaux enseignants qu'ils veulent recruter.

Une manière d'occuper les élèves

Les vacances sont faites pour que les élèves se reposent afin de bien reprendre l'année suivante. Normalement ils doivent effectuer de petits voyages et passer du temps dans d'autres localités pour rompre avec la monotonie. Malheureusement, les difficultés financières empêchent certains parents de leurs offrir ce privilège. Comme conséquence, les enfants s'ennuient à la maison et se livrent à des jeux qui sont parfois violents et dangereux. Au risque de les laisser se lasser tout au long de la journée sans rien faire, les parents préfèrent les occuper au moins les matinées en les envoyant suivre les cours. Une occasion pour les élèves d'échanger entre amis d'école.

London KAWANA (Stagiaire)

Sortie de promotion à l'ENAM DU PERSONNEL EN RENFORT POUR LES HOPITAUX DU TOGO

Hier jeudi 2 août, la famille du personnel soignant des hôpitaux et cliniques privées du Togo s'est agrandie avec la remise des diplômes à 138 étudiants de l'Ecole Nationale des Auxiliaires Médicaux, ENAM de Lomé. En effet, c'est au cours d'une cérémonie officielle en présence du Ministre de la Santé, le professeur Charles Kondi Agba, du représentant de l'Union Européenne, M. Patrick Spirlet, des représentants de l'OMS et du FSH/CICR, du Directeur de l'ENAM, des parents, amis et collègues que les cent trente et huit étudiants en fin de formation ont reçu le précieux sésame qui leur ouvre les portes des hôpitaux du Togo où ils pourront exercer le métier qu'ils ont appris pour le bien des populations.

La formation qui a duré trois ans pour les heureux récipiendaires n'a pas été de tout repos. Il fallait de tout temps, être à la recherche de l'information et de la formation pratique qui devait les rendre meilleurs. Les étudiants sortants de la promotion 2009-2012 sont des infirmiers d'état, des kinésithérapeutes et des assistants d'hygiène. Pour les autres filières de l'ENAM, les parcours sont individuels et on n'assiste pas à des sorties officielles de promotions à ce niveau. Il s'agit



des filières qui forment les orthophonistes et les orthoprothésistes.

Il faut noter que l'Ecole Nationale des Auxiliaires Médicaux (ENAM) de Lomé est le seul centre de formation normative et académique des paramédicaux du Togo et accueille des étudiants de toute l'Afrique de l'Ouest. L'école est placée sous la tutelle conjointe du Ministère de la Santé et du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle. Créée en 1945, l'Ecole Nationale des Auxiliaires Médicaux qui est plus ancienne que l'Université de Lomé qui ne date que de 1972 s'est agrandie au fil des années par l'adjonction de nouvelles filières au noyau initial

mis en place. La dernière filière, la septième, est celle de l'orthophonie. Cette formation d'orthophonistes, la première pour toute l'Afrique sub-saharienne francophone, a été créée en 2003 en partenariat avec les ONG Orthophonistes du Monde et Handicap International. Aujourd'hui, l'existence de cette école qui forme jusqu'à la licence professionnelle pose des problèmes au monde universitaire puisque dans l'entendement des responsables de la faculté de médecine, toute formation dans le cadre des médecins, auxiliaires médicaux et infirmiers doit être rattachée à la faculté de médecine.

Paul Katassoli

Santé LE SYNPHOT BRANDI UNE NOUVELLE MENACE DE GRÈVE

Les praticiens hospitaliers du Togo montent de nouveau au créneau. Les médecins togolais sont mécontents de leurs conditions de travail et de vie. C'est la semaine passée que le Syndicat National des Praticiens Hospitaliers du Togo (SYNPHOT) a, au cours d'une conférence de presse, dénoncé la non-application de l'accord signé il y a un an. En effet, le secteur de la santé a enregistré plusieurs jours de grève l'année dernière. Une grève dont les conséquences ont été néfastes pour le pays. De négociations en négociations, un accord a finalement mis fin à la fronde. Mais un an après, les responsables du SYNPHOT regrettent que le gouvernement n'ait pas tenu parole sur la question des primes.

Selon un décret ministériel pris par le gouvernement il y a plus de vingt ans, l'Etat a légué certains droits à des organisations communautaires qui procèdent à des recrutements de certains agents de santé dont ont besoin les structures sanitaires des communautés rurales. Ces agents sont payés par les Comités de gestion (COGES) des structures dans lesquelles ils travaillent. Lors de la dernière grève du SYNPHOT, l'Etat qui reconnaît ces agents a accepté de payer les primes notamment celles de risques à ces praticiens hospitaliers dénommés agents COGES. Mais à l'heure de l'application de l'accord, le gouvernement semble remettre en cause la prise en charge de ces médecins. Des interventions du professeur David Dosseh, le président du syndicat National des Praticiens Hospitaliers du Togo (SYNPHOT), on retient que 10.585 fonctionnaires attendent de recevoir les primes de risque et seuls 5000 agents, qui émargent sur le budget général, ont reçu l'argent. «L'Etat semble ne plus reconnaître les COGES et c'est grave. Tout le monde doit être payé. Il faut que le gouvernement respecte



l'accord signé », a-t-il déclaré. Le SYNPHOT appelle le gouvernement à satisfaire les 7000 agents émargeant sur les budgets communautaires autonomes (COGES, préfecture, commune) qui rendent d'énormes services aux populations. Le refus de l'application de cette partie de l'accord signé il y a un an risque de pousser les praticiens hospitaliers à une nouvelle grève. Les responsables du SYNPHOT ont également fait des révélations qui font froid au dos. Les activités programmées au bloc d'opération et de réanimation du CHU Sylvanus Olympio de Lomé étaient suspendues depuis des semaines en raison d'une pénurie de certains produits, dont ceux nécessaires aux anesthésies. Ce qui fait que seules les urgences sont assurées ces derniers temps. Une situation très compliquée pour les médecins qui brandissent une menace de grève si le gouvernement ne respecte pas l'accord signé. Le nouveau gouvernement Ahoomey-Zunu doit rapidement s'attaquer à ce problème afin de trouver des solutions qui s'imposent. La santé des populations togolaises en dépend. Les médecins réclament en outre un statut particulier.

Didier ASSOGBA

Les épreuves orales aux examens du Bac FORMALITE OU REELLE NECESSITE ?

L'année scolaire 2012 a livré son verdict final le lundi dernier avec la proclamation des résultats de l'examen du Bac2. Ils sont au total 28460 élèves des classes de terminales des lycées du Togo à décrocher le fameux billet qui leur ouvre les portes des deux universités du Togo, des grandes écoles de formation et de l'emploi pour certains.

A la proclamation des résultats aux examens du Bac1 et Bac2, les admis sont classés en deux catégories : les admis d'emblés et les candidats déclarés admissibles. Pour cette deuxième catégorie, la réussite du candidat n'est véritablement confirmée que s'il passe avec succès les épreuves orales. Mais très souvent, malgré le caractère insouciant des candidats qui abordent ces épreuves avec désinvolture, les résultats sont toujours les mêmes pour chaque examen : « tous les candidats admissibles qui ont subi toutes les épreuves orales sont déclarés définitivement admis ». On se demande dès lors s'il est encore important aujourd'hui de maintenir ces épreuves orales étant donné que dès qu'un candidat est déclaré admissible, il annonce d'ores et déjà son succès sans aucune réserve. Il arrive parfois que des candidats à des épreuves orales n'arrivent pas à lire le texte sur lequel portera l'interrogation. A cette allure, les épreuves orales deviennent inutiles. Peut-être que la Direction des Examens et Concours et l'Office du Bac devraient s'inspirer des cas des examens du CEPD et du BEPC. En effet, pour ces examens la moyenne de passage est depuis quelques années fixée à 9, selon les besoins de la politique éducative du Togo qui opte pour une éducation populaire. A ce niveau, aucun candidat recalé n'a une moyenne supérieure à 8.99 et aucun candidat admis n'a une moyenne inférieure à 10.00. Où sont passées les moyennes de 9. Elles ont tout simplement été réajustées et c'est ni vu ni connu. Ce stratagème même s'il est peu orthodoxe a l'avantage de soustraire ces deux examens de la farce des épreuves orales.

Et pourtant, on sait tous l'importance que pourraient revêtir ces épreuves si elles étaient considérées à leur juste valeur, dans un univers où l'entretien d'embauche est jugé à valeur égale que le diplôme. Pour redonner à ces épreuves orales tout leur sens, il faudrait les repenser. Au lieu de faire passer obligatoirement l'oral de français et de certaines matières à tous les candidats admissibles, on devrait plutôt leur faire passer des épreuves orales dans les matières où ils n'ont pas la moyenne qualifiée. L'oral deviendrait alors une sorte de rattrapage où un candidat peut échouer s'il ne parvient pas à refaire son retard. Cela redonnerait du piquant aux épreuves orales et un supplément d'adrénaline aux candidats admissibles.

Pablo ZOUBE

Nouvelle dynamique dans la gouvernance au Togo LES MINES ET L'ENERGIE RATTACHÉES À LA PRIMATURE

C'est l'un des sujets qui alimentent le débat né de la récente publication de la liste des membres de la nouvelle équipe gouvernementale composée par le Premier Ministre Arthème Séléagodji Ahoomey-Zunu et le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé. L'absence du portefeuille des mines et de l'énergie a inquiété plus d'un togolais et a suscité les commentaires les plus fous sur les médias de la place. Des observateurs de la vie politique togolaise se sont interrogés sur les raisons de la disparition du ministère des Mines et de l'Energie dans le nouveau gouvernement. Et très rapidement des gens ont prêté des intentions au Président de la République et à son gouvernement. On en était là quand le Premier Ministre a voulu apporter des précisions à ce sujet. Lors du vote de confiance, jeudi à l'Assemblée nationale, les députés ont interpellé le Premier ministre sur le fait que le portefeuille des mines et de l'énergie n'ait été occupé dans la nouvelle équipe. Ahoomey-Zunu n'a pas esquivé la question comme d'autres l'auraient pensé. Le Premier Ministre a tout simplement indiqué que ce Département est, pour le moment, rattaché à la Primature. Voilà qui coupe court aux

rumeurs qui ont cours dans les médias depuis la publication du gouvernement le 31 juillet dernier. Ce ministère est au centre d'une polémique depuis la publication du dernier rapport de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE). En général, le secteur des mines est en développement depuis quelques temps. En dehors de la redynamisation du secteur des phosphates, des carrières de marbre sont en activité et l'Australien Ferrex pourrait commencer à exploiter la mine de manganèse à ciel ouvert de Nayega au nord du Togo. On note également la construction d'une nouvelle usine de fabrication de ciment à Sika Kondji dans le Yoto. Dans le secteur de l'énergie, le Togo pourrait devenir producteur de pétrole. Le pétrolier italien Eni prospecte en offshore côtier ; les résultats sont attendus pour la fin d'année. Vu l'importance de ce ministère dans le développement et l'attention qu'il mérite, on espère qu'un vrai spécialiste du domaine sera trouvé incessamment pour occuper ce portefeuille afin de bien gérer les problèmes liés à l'exploitation ou non des mines d'or et de diamant dans notre pays.

Didier ASSOGBA

Le Civisme Aujourd'hui L'IMPORTANT DU PASSEPORT

C'est depuis le début du mois dernier que nous avons entamé cette série d'articles sur l'importance des différentes pièces d'identité en vigueur au Togo. Après l'acte de naissance, le Certificat de Nationalité, ce fut le tour de la Carte d'identité. Nous terminons cette semaine avec le passeport. Le passeport est d'une importance pour les citoyens d'un pays surtout lorsqu'il va s'agir de voyager hors du pays. Personne ne peut se faire établir son passeport sans qu'il n'ait un acte de naissance sans problème, un certificat de nationalité et une carte d'identité. Une frange de togolais ignore encore l'existence de ce précieux document. Même ceux qui sont au courant de son existence ne se pressent pas pour l'avoir parce qu'il n'est utile à l'heure actuelle qu'au moment de sortir du pays.

Document délivré à ses ressortissants par l'Administration d'un pays, certifiant l'identité de son détenteur pour lui permettre de circuler à l'étranger, le passeport est important pour tout citoyen. Plusieurs togolais ne sont pas pressés d'avoir cette pièce. Même ceux qui ont cette pièce l'ont eu souvent à la veille d'un important voyage. Ce qui ne doit pas être le cas. Le passeport est une pièce d'identité tout comme les autres et il appartient au citoyen de l'avoir. On ne sait pas ce que nous réserve l'avenir. Du jour au lendemain, on peut avoir une occasion de sortir du pays et il ne sera pas bon qu'on soit rattrapé par notre négligence par rapport à ce précieux document. En bon citoyen, il nous faut avoir toutes nos pièces d'identité à jour.

Que ce soit l'acte de la naissance, le Certificat de Nationalité, la Carte d'identité et le passeport, toutes ces pièces sont nécessaires au vu des rôles qu'elles jouent à divers niveaux de la vie de l'homme. C'est un devoir citoyen pour chaque ressortissant togolais d'avoir tous ses documents d'identité sous la main afin d'éviter les surprises. C'est le moment où chaque togolais doit prendre sur lui le devoir de se faire établir les pièces d'identité qui lui manquent.

La Rédaction

Le Salon International de l'Agroalimentaire de Lomé DU 15 AU 19 AOÛT PROCHAIN AU PAVILLON OTI DU CETEF

La première édition du Salon International de l'Agroalimentaire de Lomé (SIALO) qui est un espace de promotion de rencontre et d'échanges entre les acteurs qui interviennent dans le domaine agricole se tient à Lomé du 15 au 19 août prochain au Centre Togolais d'Exposition et Foire de Lomé (TOGO 2000) dans le pavillon Oti.

Pour cette première édition le thème retenu est « la sécurité alimentaire ». Selon M. Heatson Tito Attikpo « ce thème a pour objectif de promouvoir la sécurité alimentaire pour que chaque citoyen puisse avoir de la nourriture en quantité et en qualité où qu'il soit ». Ce salon regroupera alors les acteurs du secteur agricole, les associations et groupement d'agriculteurs, les industries agroalimentaires, les centres de production, de transformation et de commercialisation des produits locaux de l'agroalimentaire, les commerçants, les représentants des marques et des produits alimentaires, les acteurs de la gastronomie, les partenaires au



développement, les centres spécialisés dans la recherche et la formation dans le domaine agricole. Il faut ajouter que ce salon connaîtra la participation d'autres pays comme le Ghana, le Bénin, le Niger, le Sénégal, le Burkina Faso. Ce salon aura plus de 100 stands d'exposition et un programme bien garni à savoir des conférences et ateliers de formation, des journées des produits locaux, des journées dédiées à la promotion des équipements, des semences, des céréales, des farines enrichies et des légumineuses, des journées portes ouvertes sur des sociétés agroalimentaires et agro-industries, des concours et animations culturelles et musicales, les journées

gastronomiques et bien d'autres activités. Mais il faut aussi souligner que le clou de ce salon sera la nuit du SIALO pendant laquelle les attestations seront remises aux participants autour d'un buffet.

À deux semaines du début dudit salon, l'organisation va bon train et le montage des stands va commencer la semaine prochaine. En somme le SIALO a l'ambition de devenir la référence des informations agroalimentaires, assurer la promotion à l'échelle africaine et internationale des valeurs agroalimentaires du Togo et faire de Lomé la plaque tournante des acteurs et professionnels africains.

London KAWANA (Stagiaire)



Acteurs et Professionnels de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche, de l'Agroalimentaire et de la gastronomie; Distributeurs et Représentants de marques de produits alimentaires,

PARTICIPEZ
À LA 1^{ère} ÉDITION DU

**SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE
DE LOMÉ (SIALO) 15 - 18 AOÛT 2012**

EXPOSITION - VENTE - JOURNÉES PROMO - CONFÉRENCES & ATELIERS DE FORMATION
ANIMATIONS MUSICALES & CULTURELLES - CONCOURS - EXCURSION - NUIT DU SIALO

CETEF <<TOGO 2000>> PAVILLON OTI

www.sialo.org

info : 22 34 96 04 / 22 30 27 27
90 21 79 79 / 99 99 79 79



Ministère de l'Agriculture,
de l'Élevage et de la Pêche



Journée internationale de la femme africaine UN CLIN D'ŒIL AU SECTEUR AGRICOLE



Comme à l'accoutumée, le 31 juin dernier a été marqué par la célébration de la journée de la femme africaine. Le thème retenu cette année au Togo est « femme, agriculture et sécurité alimentaire ». Ce thème était un clin d'œil adressé aux femmes pour les encourager à s'intéresser à l'agriculture afin de participer à assurer une sécurité alimentaire à la population. Dans notre pays, les femmes qui s'investissent dans le domaine agricole sont minoritaires et ne se résument qu'aux femmes des zones rurales. Au jour d'aujourd'hui, la

femme togolaise n'est pas encore autonome dans ce secteur, à cause des difficultés qu'elle y rencontre. En effet les femmes, passent plus de temps à aider leur mari dans leurs activités champêtres et elles n'ont plus assez de temps pour initier leurs propres projets. Celles qui arrivent tant bien que mal à initier des activités dans ce secteur, mettent toute leur récolte dans la consommation familiale. Cependant elles peuvent évoluer vers une autonomie et faire de l'agriculture un secteur rentable si elles fédèrent leurs forces dans des coopératives ou groupements.

Au fur et à mesure que les jours passent, les femmes africaines sortent davantage de leur rôle de procréation et de ménage pour s'aventurer vers les métiers d'« hommes » à savoir la mécanique, la maçonnerie, la chaufferie et bien d'autres activités encore. Elles sont aussi de plus en plus visibles sur le plan politique. Vu le résultat positif dont elles font montre dans ces secteurs longtemps réservés aux hommes, elles ont également la capacité de se rendre autonome sur le plan agricole.

Il faut rappeler que la journée internationale de la femme africaine a pour objectif de rendre hommage à la femme africaine, colonne vertébrale de la bonne marche de la famille, veiller à l'amélioration de son niveau de vie et la valoriser en l'intégrant dans tous les secteurs d'activités où elle est capable d'exceller.

London KAWANA (stagiaire)

Ministère des sports BAKALAWA FOFANA A LA PLACE DE CHRISTOPHE TCHAO



Le nouveau gouvernement de la République Togolaise est connu depuis le 31 juillet dernier. Un gouvernement assez attendu sur une mission de quatre piliers que le Chef de l'Etat a assigné au Premier Ministre et aux autres membres de la nouvelle équipe gouvernementale. A peine annoncé, le nouveau gouvernement a pris fonction avec des passations de services dans la plupart des ministères. Et dans ce gouvernement, l'on note que le ministère des sports et des loisirs occupé depuis 2008 par le Ministre Christophe Padoumhékou Tchao a changé de patron.

C'est un ministre de l'ancien gouvernement qui a désormais en

charge le portefeuille des sports et des loisirs. Il s'agit du ministre Bakalawa Fofana, précédemment ministre de l'Industrie et des innovations technologiques. L'homme a officiellement pris fonction le 1er août dernier à la suite d'une cérémonie de passation de service intervenue entre le ministre sortant et celui entrant. En effet, le Ministre Christophe Tchao qui s'occupera désormais du ministère du tourisme a souhaité passer vite la main au ministère des sports afin de rentrer dans sa nouvelle fonction au ministère du tourisme. Le ministre Bakalawa Fofana ne compte pas faire dans la dentelle. L'homme veut s'attaquer aux

problèmes de l'heure. La base même du sport, c'est la formation des minimes. « Au Togo, le football est le sport roi mais toutes les disciplines seront prises en compte. Mais les Eperviers auront des matchs phares au Gabon et avec l'aide de Dieu on va battre le Gabon et pourquoi pas chez nous au Togo ici », a déclaré le nouveau ministre des sports et des loisirs.

Le ministre Bakalawa Fofana n'est pas un étranger du monde sportif. L'actuel ministre des sports et des loisirs est notamment le trésorier de Sémassi de Sokodé. Il est un habitué des questions sportives. Le ministre Bakalawa Fofana a longtemps joué à l'Espérance de Sokodé dans son jeune âge et il s'implique actuellement dans la gestion des guerriers de Tchaooujo. Il sera appuyé dans ses travaux par des techniciens de sport qui travaillent dans ce ministère. Dans les jours à venir, on appréciera les actions de ce ministre UFC. Deux importantes échéances attendent l'équipe nationale de football en lutte contre une quatrième absence consécutive de la Coupe d'Afrique des Nations. En début Septembre, les Eperviers se déplacent au Gabon avant de recevoir les Panthères dans la deuxième semaine du mois d'Octobre à Lomé. Des deux résultats dépend la qualification du Togo pour la CAN 2013. Le ministre est averti et doit d'ores et déjà s'atteler aux éternels problèmes de décaissement d'argent.

Didier ASSOGBA

JO 2012 BENJAMIN BOUKPÉTI RATE DE JUSTESSE UNE MÉDAILLE OLYMPIQUE



Tout est fini pour Benjamin Boukpeti aux JO de Londres. La véritable chance d'une nouvelle médaille olympique du Togo est partie après la finale du Canoë slalom disputée le 1er août dernier. Le rêve d'une deuxième médaille olympique de Benjamin Boukpeti s'est effondré entre les 24 portes installées dans les bassins conçus pour la compétition. Le médaillé de Bronze aux JO de Pékin en 2008 a vu de près les médailles mais n'a pu les toucher à cause d'une pénalité qui lui a coupé 50 secondes. Malgré le 6e temps réalisé en demi-finale, Benjamin s'est fait devancer par ses concurrents pour cause de manque de confiance.

Le kayakiste togolais n'a pas pu améliorer ses performances pour être au niveau de ses concurrents. Cet échec en final confirme la préparation approximative du Togolais qui n'a pas eu un véritable appui de l'Etat togolais. Le niveau

de la compétition de cette année est assez élevé et Benjamin Boukpeti n'a pas su tenir le coup jusqu'au bout. L'élimination de Benjamin Boukpeti confirme la mauvaise forme des athlètes togolais qui ont rejoint Londres dans l'indifférence totale des autorités togolaises. Avant le kayakiste togolais, Agbetoglo Komi et Denanyoh Sacha Kouami ont également dépassé respectivement en tennis de table, simple-messieurs et en judo-81 kg. Les espoirs de la délégation togolaise se reposent désormais sur les trois athlètes togolais encore en liste. Il s'agit de Kpossi Adzo Rebecca (natation, 50m nage libre), Lamboni Lankantien (athlétisme, 400m/haies) et Napo bamab (athlétisme, 100m/200m). Les deux derniers descendent ce vendredi sur la piste de l'athlétisme des JO 2012.

Dias MISSOKO

ET PRÉSENTENT TOGOCEL

KALEEF KEMS RAKISS

CONCERT DE L'UNITÉ

KPALIMÉ

AU FOYER DES JEUNES SAMEDI 11 AOÛT 2012 A PARTIR DE 19 H

AVEC EN FORCE DJ AVOUKIPINA · DJ PREMIER · ROKA KELLY

ENTRÉE: 500F

PARTENAIRES: ALOKPA - SPORT FM - VCM FM - RADIO LOMÉ - LOMÉBOUCEINFO.COM - LCF - TVT

Crise sociopolitique au Mali LES FEMMES DES BÉRETS ROUGES EN ORDRE DE BATAILLE



Les femmes des bérets rouges ont à nouveau manifesté mercredi matin pour réclamer la libération de leurs époux. Les bérets rouges étaient l'unité de l'armée malienne qui assurait la protection d'Amadou Toumani Touré. Après avoir mené une tentative de contre-coup d'Etat le 30 avril, beaucoup d'entre eux ont été arrêtés par les putschistes. Les femmes des bérets rouges ne décolèrent pas. Foulard rouge sur la tête. Le pagne bien attaché. Mercredi matin elles étaient plus de 300 à manifester dans les rues de Bamako pour signifier leur mécontentement. « Libérez les bérets-rouges ! On veut la paix », criaient-elles. Elles comptent bien se faire entendre pour que leurs époux emprisonnés par les putschistes soient libérés. Elles ont entamé leur combat le 16 juillet en manifestant dans la

capitale malienne. Sans succès. Les putschistes, qui détiennent leurs maris, sont sourds à leurs revendications. Les bérets rouges, unité de l'armée malienne, étaient chargés d'assurer la protection de l'ex-président malien Amadou Toumani Touré. Ce dernier a été renversé en mars par le capitaine Amadou Sanogo, chef de la junte et leader des bérets verts. En guise de protestation contre le putsch, les bérets rouges ont mené le 30 avril une tentative de contre-coup d'Etat. Mais leur plan est déjoué. Les putschistes ne leur laissent depuis aucun répit. Ils sont traqués, arrêtés en masse puis mis en détention. Il ne se passe pas un jour sans qu'ils ne soient extirpés des camps où ils sont retranchés. Des bérets rouges victimes de torture, selon Amnesty. Leurs conditions de détention sont « effroyables », dénonce

Amnesty international. Selon l'ONG de défense des droits de l'Homme, ils sont victimes de torture, sévices sexuels et disparitions forcées. Certains sont même exécutés sans avoir été jugés. L'ONG demande aux autorités maliennes « de mettre un terme à l'engrenage infernal de violations des droits humains et d'ouvrir des enquêtes sur les dizaines de cas de disparitions forcées, d'exécutions extrajudiciaires et de tortures » dont elle a eu connaissance.

Ce sont toutes ces souffrances infligées à leurs époux que les femmes des bérets rouges dénoncent. « On en a assez de ces arrestations. Les femmes et les enfants, on a poursuivi les hommes venus pour l'arrestation », a confié l'une d'elles à la BBC. « Si quelqu'un revient ici pour arrêter nos maris, nous allons le kidnapper. On peut compter sur nous », a indiqué une autre épouse de béret rouge. La colère. Elle gagne peu à peu les rangs de ces femmes exaspérées par la situation. Elles sont même prêtes à en découdre avec les militaires de la junte. Mais même si ces derniers ont rendu le pouvoir aux civils le 6 avril, ils n'en restent pas moins influents à Bamako.

Afrik.com

Côte d'Ivoire/Education LE GOUVERNEMENT SUSPEND L'AUGMENTATION DES DROITS D'INSCRIPTION UNIVERSITAIRES !

La mesure d'augmentation des droits d'inscription dans les universités publiques de Côte d'Ivoire a été suspendue par le président ivoirien. C'est du moins l'une des informations essentielles que l'on peut retenir d'un conseil de ministre tenu ce mercredi au Palais présidentiel au Plateau.

Cette décision fait suite à la situation actuelle de pauvreté que connaît le pays, a rappelé le ministre des TIC, Nabagné Koné Bruno. Le porte-parole du gouvernement a cependant reconnu que la décision de la conférence des présidents de l'Université ne pouvait pas aboutir pour l'heure d'autant plus qu'elle vient en contradiction avec certains textes. « La mesure a besoin d'être validée par le comité de gestion des universités. Et elle a besoin d'être validée par le ministre en charge de l'enseignement supérieur, » a ajouté le porte-parole du gouvernement. Pour l'heure le gouvernement prend l'engagement de poursuivre les réflexions sur ce sujet. « Les réflexions vont se poursuivre jusqu'à une prochaine réunion du conseil des ministres et à cette occasion une décision définitive sera prise en prenant compte au moins deux aspects. La qualité de travail fourni par un certain nombre d'étudiants et en prenant en compte également une progression qui permettra d'étaler cette augmentation sur quelques années pour éviter que les choses soient faites aussi brusquement telles qu'elles nous ont été présentées, » a-t-il insisté. En cas d'augmentation, le ministre des TIC prévient qu'elle pourra se faire sur deux ou trois ans en fonction du niveau qui seront retenus par le conseil de l'université et le conseil de ministres.

Par ailleurs une décision a été prise par le



gouvernement pour suspendre temporairement les droits et taxes d'entrées sur le riz. « Le gouvernement vient de prendre une mesure courageuse qui consiste à suspendre pour trois mois, les taxes et droits d'entrées sur le riz pour permettre de bloquer temporairement le prix du riz en attendant que les autres mesures prises pour baisser le prix entrent en vigueur, » a annoncé Nabagné Bruno Koné.

Le conseil a également décidé du lancement des opérations préparatoires aux recensements de la population et de l'habitat. « Le premier recensement en CI a eu lieu en 1975 et depuis la loi disposait que tous les 10 ans un recensement devait se faire en Côte d'Ivoire. Il y a eu un second en 88, un troisième en 2008 depuis malheureusement plus d'autre. Il est proposé de faire un recensement en 2013 et en 2014 de la population et de l'habitat.

C'est une mesure importante parce que c'est la bonne connaissance de la population qui permet de mieux planifier le développement de notre pays, » enfin conclu le porte-parole du gouvernement.

Koaci.com

Les Etats-Unis, UN PARTENAIRE DUR MAIS HONNÊTE



Contrairement aux ex-puissances coloniales, les Américains, eux, responsabilisent les Africains. Pour leur plus grand bien. La tournée entamée le 1er août en Afrique par la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, s'inscrit très étroitement dans la dynamique des relations non-complaisantes entre les Etats-Unis d'Amérique impulsée par Barack Obama.

Tout comme lors de la première visite du président américain en Afrique, les pays devant être honorés par une escale de la chef de la diplomatie américaine ont été triés sur le volet.

Le premier chef d'Etat noir américain avait choisi le Ghana pour l'exemplarité de sa démocratie et surtout de sa gouvernance qui traduit une réelle volonté d'émerger.

La représentante du locataire de la Maison blanche ne dérogera pas à cette pragmatique bienséance.

Tournée marathon

Son dévolu a, en effet, été jeté sur le Sénégal, l'Afrique du Sud, l'Ouganda, le Kenya, le Malawi, le Soudan du Sud et le Ghana.

Ces pays qui ont en partage la langue de Shakespeare (hormis le Sénégal) ont su, pour la plupart, adopter la culture démocratique anglo-saxonne.

Quant à l'Etat le plus jeune du monde, il doit surtout percevoir ce geste américain comme une invite à éviter les chemins tortueux sur lesquels le président dictateur de son voisin du Nord a mené son pays.

L'ancienne First lady n'hésitera sûrement pas, dans les coulisses, de façon allusive, imagée ou sous le voile de la plaisanterie, à évoquer la situation de Omar el-Béchir, « Wanted » par la Cour pénale internationale (CPI), comme épouvantail pour exhorter le président Salva Kiir à aller à l'école de la bonne gouvernance.

Le triple signe sous lequel la secrétaire d'Etat américaine a placé son séjour africain de onze jours en dit d'ailleurs long sur la nature des questions qui seront abordées pendant ses 36 heures de travail.

Elle marchera sans conteste sur les pas de son patron, en insistant sur les principaux axes de la politique africaine des Etats-Unis présentée en juin 2012 par le président Barack Obama.

Sécurité, démocratie, développement

Le renforcement des institutions démocratiques, la croissance économique et surtout le maintien de la sécurité seront donc au centre des entretiens de l'émissaire du gouvernement américain.

Ce n'est donc pas anodin si elle a entamé son périple par le Sénégal. Les USA, on s'en souvient, s'étaient opposés à l'intention de l'ex-président sénégalais, Abdoulaye Wade, de se maintenir au pouvoir malgré sa forte impopularité.

Le successeur de Gorgui (le Vieux) a eu, à travers cette visite de la diplomate américaine, la confirmation du soutien américain à son égard.

La secrétaire d'Etat n'a, du reste, pas été avare en compliments en déclarant que le pays de la Téranga était un partenaire africain important et extraordinaire.

Le président sénégalais et son hôte ont inévitablement abordé la question de la sécurité qui est devenue très critique avec l'inquiétante avancée des terroristes dans la sous-région.

La situation dans le nord du Mali, entièrement occupé par les extrémistes, en est une parfaite illustration et l'on aimerait savoir si la position américaine quant à l'opportunité d'une intervention dans cette partie du pays connaîtra une évolution.

Car, la super puissance mondiale, malgré l'important rôle qu'elle pourrait jouer dans une éventuelle opération militaire au Mali, du fait de sa force de frappe et de son expérience en matière de traque de terroristes, rechigne à s'y engager...

Slateafrique.com



INTERNET HAUT DÉBIT POUR TOUS

À compter du 1^{er} Juin 2012

L'INTERNET HAUT DÉBIT NOMADE

HELIM nomade

Où je veux, quand je veux!

FACTURATION AU VOLUME

| FORFAIT | PRIX TTC | VALIDITÉ |
|---------|--------------|----------|
| 64Mo | 485 F CFA | 2j |
| 128Mo | 990 F CFA | 3j |
| 256Mo | 1 985 F CFA | 5j |
| 512Mo | 3 960 F CFA | 10j |
| 1Go | 7 880 F CFA | 15j |
| 2Go | 15 760 F CFA | 20j |
| 3Go | 23 600 F CFA | 30j |



**FACTURATION
AU VOLUME**
Pour des débits de connexion
supérieurs à 200 Kb/s



Prix de la clé HELIM Nomade : **24 995 F TTC**

FACTURATION À LA DURÉE

| TEMPS DE CONNEXION | PRIX TTC |
|--------------------|-----------|
| 1H | 360 F CFA |

- Facturation par pas de 15mn
- Pas entamé facturé entièrement
- Tarif unique pour toute la journée (suppression d'heure creuse)

illico
le fixe sans fil

**FACTURATION
À LA DURÉE**
Pour des débits de connexion
jusqu'à 200 Kb/s



Frais de mise en service Internet : **5 900 F TTC**

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom ou **appelez le 112.**

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Église d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom ANANI SANTOS
Carrefour Fréau Jardin
Tél : (228) 22 23 16 91

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg